

EMBARGO ET INSECURITE AU BURUNDI: LES EFFETS ECONOMIQUES

par Catherine André

Abstract

The economy of Burundi - which consists mainly of agriculture – has been declining since the beginning of the eighties. A Structural Adjustment Plan was imposed by the IMF so as to enhance the restructuring of the economy, but the programme has only had weak results for the development of private enterprises. It did not produce the expected results in the financial sector, nor did it sufficiently re-allocate governmental resources or decrease the governmental share in private businesses.

Despite several devaluations since 1986, aimed at making the economy more competitive, the trade balance continues to deteriorate, following the decline in coffee prices on the international market and the persistent insecurity within the country. After the coup of 1993, the international community reduced aid and imposed economic sanctions in July 1996. The embargo could have relented the domestic supply thanks to restrictions on imports and could have improved the trade balance. The expected results did not materialise due to the following reasons: on the one hand, there is the insecurity in the transport system, reducing domestic trade, and, on the other hand, there is the displacement of the population within the country which reduces agricultural production. This resulted in an overall explosion of prices.

The government uses 40% of its current budget for military expenses which means that less resources are left for the other expenses.

The domestic and foreign debt are increasing. The burden for the Burundi people becomes heavier with each devaluation.

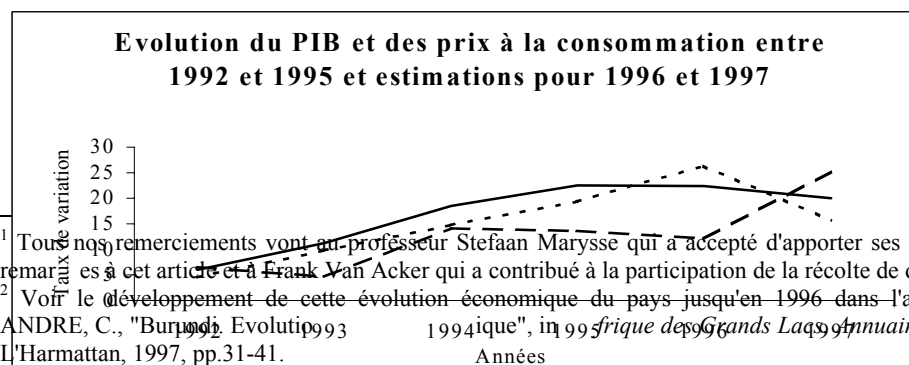
The economic policies do not allow Burundi to leave the deadlock and the internationally imposed sanctions did not result in a major political evolution. And unfortunately, the rural population pays the price.

1. INTRODUCTION¹

L'agriculture participe pour plus de 50% à la valeur ajoutée de l'économie burundaise et pour plus de 90% aux recettes extérieures du pays. 94% de la population en tire ses ressources de subsistance. La situation économique du pays n'a cessé de se dégrader depuis le début des années 80. Celle-ci est marquée successivement par la baisse des cours internationaux de ses principales cultures d'exportation, ensuite, par un programme d'ajustement structurel adopté en 1986 pour inciter et développer le secteur des entreprises qui dérape au début des années nonante et qui est finalement suspendu en 1995 suite à l'instabilité politique chronique². Au mois de juillet 1996, la communauté internationale impose un embargo économique au Burundi pour tenter de sortir le pays de sa crise politique.

2. EVOLUTION SECTORIELLE

Malgré les mesures de l'ajustement visant à la stimuler, l'économie burundaise n'a cessé de se dégrader: la période de l'ajustement structurel est marqué par une baisse du taux de croissance du PIB qui devient négatif à partir de 1993. Le PIB réel a baissé de 25% durant la période 1993-1996³. L'insécurité paralyse les campagnes depuis le mois d'octobre 1993 et elle a provoqué des déplacements de population à l'intérieur et à l'extérieur du pays qui expliquent les baisses de production dans l'agriculture.



¹ Tous nos remerciements vont au professeur Stefaan Marysse qui a accepté d'apporter ses commentaires et ses remarques à cet article et à Frank Van Acker qui a contribué à la participation de la récolte de données.

² Voir le développement de cette évolution économique du pays jusqu'en 1996 dans l'annuaire 1996-1997: ANDRE, C., "Burundi: Evolution 1993-1994", in *Annuaire de l'Afrique des Grands Lacs*, Annuaire 1996-1997, Paris, L'Harmattan, 1997, pp.31-41.

³ Note statistique: nous nous basons sur les données de l'INTERNATIONAL MONETARY FUND, *Burundi. Recent economic development*, 1997. Un tableau récapitulatif reprend en annexe à la fin de l'ouvrage les principales données. Cependant, les prévisions pour l'année 1997 nous semblent parfois quelque peu optimistes. Nous les comparerons avec d'autres données plus récentes.

International Monetary Fund, *Burundi Recent Economic Developments*, Washington, September 1997, pp.47-49.

Les mesures d'embargo imposées en juillet 1996 semblent avoir touché les activités des secteurs de l'industrie, des transports et des communications, mais l'insécurité semble jouer un rôle prépondérant dans les baisses d'activité des différents secteurs de l'économie, lesquelles se manifestent depuis plusieurs années.

2.1. Evolution du secteur agricole

Le secteur agricole accuse des baisses de production agricole depuis 1989⁴ suite à la sécheresse qui sévit dans la région, et depuis 1992, cette baisse est estimée à 6%, liée en partie à la crise du système agricole. Mais, depuis octobre 1993, elle résulte principalement de l'insécurité qui règne et des déplacements de population: en effet, une baisse de 16% de la production agricole a eu lieu entre 1993 et 1995⁵. En effet, en 1997, près d'un demi-million de personnes sont encore déplacées et regroupées dans des camps à l'intérieur du pays et 200.000 personnes sont réfugiées à l'extérieur; soit environ 10% de la population active qui ne participe plus aux activités agricoles. La FAO estime cependant une légère reprise de 1% au cours de l'année 1997⁶ grâce à des retours de la population sur leur colline d'origine.

La production café a baissé de 20,6% en 1997 et celle de thé de 27,2%⁷; ces baisses sont continues depuis 1993. La réduction des transports résultant de l'embargo sur les carburants et de l'insécurité intérieure ont provoqué la diminution du suivi, de l'entretien et d'apport d'intrants aux cultures de rente ainsi que la baisse des échanges commerciaux et une hausse des prix des produits agricoles⁸.

2.2. Evolution du secteur secondaire

Les industries participent pour un peu moins d'un cinquième à la valeur ajoutée de l'économie burundaise. Le PIB du secteur secondaire a baissé en termes réels de 33% entre 1993 et 1996, soit de 11% par an en moyenne. Cette baisse semble se stabiliser et le FMI projette une hausse générale de 11% de la valeur ajoutée de ce secteur. Cependant, la reprise de la production industrielle qui entre pour un tiers dans la valeur ajoutée de ce secteur ne semble pas confirmée par les statistiques publiées par la Banque de la République du Burundi qui estime une baisse de l'indice moyen annuel de 3,9%⁹; cette baisse résulte des effets de l'embargo.

2.3. Evolution du secteur tertiaire

Les services participent pour 22% à la valeur ajoutée de l'économie burundaise. Au sein du secteur des services, les transports et communications accusent une baisse réelle de 21,6% entre 1993 et 1996 et de 50% pour le commerce sur la même période¹⁰. Les projections pour l'année 1997 annonçaient une stabilisation de la baisse de ce secteur. L'effet de l'embargo ne semble pas se marquer dans les prévisions du FMI et le secteur tertiaire semble accuser davantage les effets de l'insécurité qui règne depuis 1993.

3. EQUILIBRES INTERIEURS

3.1. Evolution de l'inflation

⁴ ENGLEBERT, P., HOFFMAN, R., "Burundi learning the lessons", in HUSAIN, I., FARUQUEE, R. (eds), *Structural adjustment. Lessons from Africa*, The World Bank Regional and Sectoral Studies, Washington, 1996, p.55.

⁵ INTERNATIONAL BANK FOR RECONSTRUCTION, *Country briefs. Volume 1. Europe and Central Asia Region*, Washington, 1996, p.25.

⁶ REPUBLIQUE DU BURUNDI. MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE, *Plan de relance du secteur agricole (1998-2000)*, décembre 1997, p.5.

⁷ BANQUE DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI, *Indicateurs de conjoncture*, Bujumbura, février 1998, p.1.

⁸ REPUBLIQUE DU BURUNDI. MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE, *op. cit.*, pp.5-10.

⁹ BANQUE DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI, *op.cit.*, p.1.

¹⁰ INTERNATIONAL MONETARY FUND, *op. cit.*, p.46.

Les prix poursuivent leur ascension fulgurante suite à la baisse de la production intérieure, à la restriction des importations et à l'augmentation de l'offre de monnaie. Ces hausses de prix intègrent également la spéculation de commerçants¹¹. Le taux d'inflation s'élevait à 26,4% en 1996¹² et est établi à 26,6%¹³ pour l'année 1997. Les prix des produits agricoles ont augmenté en moyenne de 92,7% entre juillet 1996 et juillet 1997! Ces hausses de prix résultent principalement de la baisse de production, de l'insécurité qui règne dans les campagnes, de la baisse des transports et de la hausse de leurs coûts. Ces hausses des prix des produits agricoles ont un impact direct sur l'accroissement de la pauvreté dans le pays. En ce qui concerne la hausse générale des prix, elle varie de 8,5% pour les transports à 35% pour l'habillement¹⁴. La hausse des produits manufacturés résultent en partie de la hausse des prix des carburants. L'embargo sur les carburants a été relativement respecté par les pays frontaliers et l'importation de carburant a baissé de 70%¹⁵.

3.2. Evolution monétaire

La masse monétaire s'est élargie de 9,3% sur le dernier trimestre de l'année 1997¹⁶. Le gouvernement crée de la monnaie et emprunte au système bancaire à l'intérieur du pays. Cette hausse de la masse monétaire tend donc à alimenter l'inflation. Le franc burundais poursuit sa dépréciation par rapport au dollar de 15,6% entre 1996 et 1997¹⁷.

3.3. Equilibres budgétaires

Les recettes ont augmenté de 7%, principalement grâce à la hausse des taxes indirectes (notamment sur la bière et les boissons) qui a compensé la baisse des taxes sur les échanges avec l'extérieur et sur le commerce intérieur¹⁸. Le gouvernement a également introduit un nouvel impôt appelé "effort de guerre"¹⁹: il est de 6% sur les revenus des employés et il est forfaitaire (de 1.000 FBu) par famille pour les agriculteurs.

Le déficit budgétaire continue à se creuser: les dépenses s'envolent et 39% de celles-ci sont affectées en priorité à l'armée pour faire face à l'insécurité intérieure alors qu'en 1993, les dépenses militaires n'étaient que de 12% en 1993²⁰. Selon les chiffres du budget de l'Etat, la part des dépenses militaires a augmenté de 70% par rapport à l'année 1996²¹. Les effectifs seraient passés de 8.000 à 50.000 dans le courant de ces 4 dernières années²². Cependant, ces dépenses s'effectuent au détriment d'autres affectations publiques, comme les secteurs sociaux.

4. EQUILIBRES EXTERIEURS

La balance commerciale reste déficitaire, mais elle s'améliore de manière continue depuis 1992. Selon les prévisions du FMI, l'amélioration de la balance provient d'une hausse des exportations résultant d'une forte hausse des prix du café sur le marché international et de la faiblesse des importations qui provient des mesures d'embargo imposées au Burundi en 1996. La hausse des prix internationaux du café pourrait donc à compenser la faiblesse en volume des cultures de rente. Selon les derniers chiffres publiés par la Banque de la République du Burundi, les productions en volume de

¹¹ CARITAS ITALIENNE, *Rapport sur la situation économique et sociale du Burundi*, Bujumbura, octobre 1997, pp.8-9.

¹² Voir chiffres en annexes repris d'un tableau synthétique dans INTERNATIONAL MONETARY FUND, *op. cit.*, p.4. Le FMI avait prévu une baisse de l'augmentation du taux d'inflation qui ne s'est pas confirmée.

¹³ BANQUE DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI, *op. cit.*, p.5.

¹⁴ BANQUE DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI, *op. cit.*, p.5.

¹⁵ CARITAS ITALIENNE, *op. cit.*, octobre 1997, p.10.

¹⁶ BANQUE DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI, *op. cit.*, p.3.

¹⁷ INTERNATIONAL MONETARY FUND, *op. cit.*, p.59.

¹⁸ BANQUE DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI, *op. cit.*, p.2.

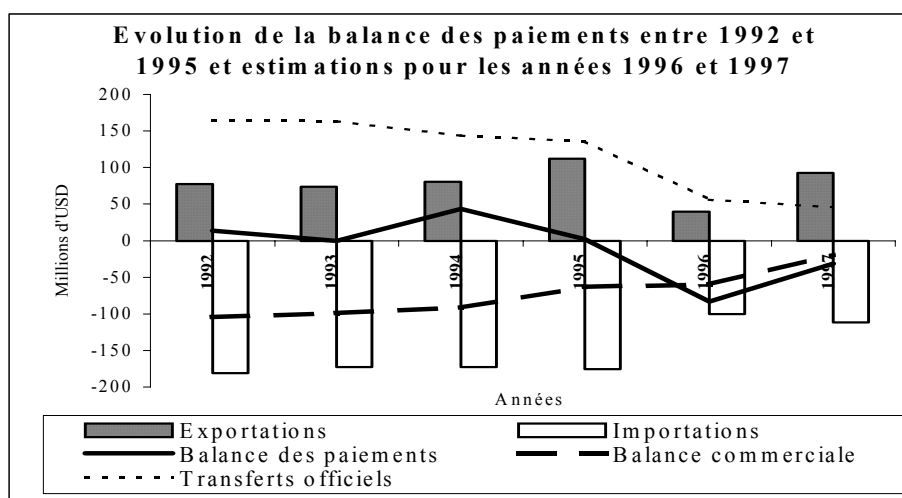
¹⁹ CARITAS ITALIENNE, *op. cit.*, octobre 1997, p.15; voir aussi INTERNATIONAL MONETARY FUND, *op. cit.*, p.11.

²⁰ INTERNATIONAL MONETARY FUND, *op. cit.*, p.61; REPUBLIQUE DU BURUNDI, *Budget 1995-1997*, Bujumbura, janvier 1997.

²¹ REPUBLIQUE DU BURUNDI, *Budget 1995-1997*, Bujumbura, janvier 1997.

²² INTERNATIONAL MONETARY FUND, *op. cit.*

café et de thé respectivement de 20,6% et 27,2%. Les importations restent relativement faibles par rapport aux niveaux de la période 1992-1995, bien que le FMI prévoit une hausse de 12% pour 1997²³ par rapport à l'année 1996, augmentation qui s'est confirmée²⁴. Ceci signifie que l'embargo économique n'a fortement freiné la demande à l'étranger au cours de l'année 1996, mais celle-ci tend à augmenter faute de pouvoir être satisfaite par une offre intérieure en baisse.



Source: International Monetary Fund, *Burundi Recent Economic Developments*, Washington, September 1997, p.83.

Le déficit de la balance des comptes courants hors transfert s'améliore depuis 1992. Malgré la baisse drastique de l'aide internationale et des transferts officiels qui ne représentent plus qu'un tiers de leur valeur en 1994, le déficit de la balance globale s'améliore, grâce, principalement aux effets positifs de la hausse du cours du café sur la balance commerciale.

5. LA DETTE

La dette intérieure a augmenté de 51,5% en une année²⁵. La dette extérieure s'élève à 1.139 millions d'USD en 1996. Elle représente un fardeau de plus en plus lourd pour un pays dont la monnaie continue à dévaluer: en effet, la dette extérieure exprimée en francs burundais s'est accrue de 20% en un an. Le service de la dette s'élève à 44,6% des exportations.

6. CONCLUSIONS

Le PAS avait comme objectif de restructurer l'économie burundaise, mais le programme n'a eu que de faibles résultats sur le développement du secteur privé des entreprises et les cultures non-traditionnelles. Il n'a pas donné les résultats escomptés au niveau monétaire, au niveau de la réallocation des ressources de l'Etat et du désengagement de l'Etat du secteur des entreprises. Le PAS dérape et est suspendu en 1995. L'embargo économique imposé au Burundi en juillet 1996 produit un effet "positif" sur la balance commerciale grâce à la forte baisse des importations au cours de ces deux dernières années. Mais l'effet premier réside dans la hausse du cours du café sur les marchés internationaux. Les exportations en valeur augmentent, malgré une baisse de la production agricole. Cet effet prix se traduit en une forte amélioration de la balance des paiements et ce, malgré le blocage de l'aide internationale.

Les effets de l'insécurité se marquent principalement dans l'évolution des secteurs de l'agriculture et celui des transports. La production agricole baisse suite aux déplacements importants de population. L'insécurité réduisant les transports et les communications freine le commerce à l'intérieur du pays. La baisse de l'offre intérieure et extérieure induit une hausse générale des prix. Le déficit budgétaire s'aggrave suite à ses dépenses militaires croissantes. Le gouvernement finance son déficit en empruntant sur les marchés intérieurs et en monétisant son déficit budgétaire. La monétisation alimente

²³ INTERNATIONAL MONETARY FUND, *op. cit.*, p.4.

²⁴ Mais nous ne disposons pas de rapports récents permettant de donner une estimation de cette augmentation. BANQUE DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI, *op. cit.*, p.5.

²⁵ BANQUE DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI, *op. cit.*, p.2.

l'inflation créée par une faible offre intérieure et contribue à la dévaluation de la monnaie locale, rendant le fardeau des dettes extérieures et domestiques plus lourd encore pour la population burundaise. Dans un contexte de hausse des prix des produits d'exportation, une levée de l'embargo mais surtout le rétablissement de la stabilité et de la sécurité à l'intérieur du pays pourrait relancer l'économie burundaise qui, néanmoins, présente certains signes de crise plus profonde dont les racines remontent au début des années 80.